



Mai 2014

Les enfants dans la crise en République centrafricaine

Un rapport d'activité à quatre mois

unissons-nous
pour les enfants

unicef 

Table des matières

Résumé	3
Aperçu général	4
Eau, assainissement et hygiène (WASH)	6
Éducation	8
Santé	10
Nutrition	12
Protection de l'enfance	14
Histoires vécues de République centrafricaine	16
Gestion de l'intervention	18
Financement par rapport au financement requis	20
Priorités transversales, suivi et évaluation des performances	22
Perspectives	25
Partenaires et homologues de l'UNICEF	26
Sigles	27



Cette carte est stylisée et n'est pas à l'échelle. Elle ne reflète pas une position de l'UNICEF sur le statut juridique des pays ou territoires ou la délimitation des frontières.

Les frontières indiquées sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Organisation des Nations Unies.

Photo de couverture :

Deux enfants du camp de Don Bosco pour les personnes déplacées suite aux combats dans la capitale, Bangui, attendent de recevoir des soins de santé. La population du camp est estimée actuellement à 13 000 personnes.

© UNICEF/NYHQ2013-1294/PIERRE TERDJMAN



« Il y a trop longtemps que les vies des enfants de la République centrafricaine ne sont pas prises en compte dans cette crise oubliée »

Anthony Lake, Directeur général

Résumé

Toutes les informations disponibles en mai 2014

Depuis quatre décennies, la République centrafricaine souffre d'une instabilité politique, d'un sous-développement et d'une mauvaise gouvernance chronique. En 2013, ce qu'on a qualifié de « crise oubliée » a atteint un paroxysme, lorsque des rebelles Séléka ont envahi le pays, provoquant la mort de centaines de personnes et le déplacement de près d'un million d'autres. La situation s'est considérablement détériorée après une série d'attaques les 5 et 6 décembre 2013, qui ont déclenché une vague de représailles à travers le pays.

Aujourd'hui, des violations des droits de l'homme à grande échelle, incluant le recours généralisé à la violence sexiste et à la torture, sont toujours perpétrées par toutes les parties au conflit. Des enfants ont été tués, mutilés, soumis à des violences sexuelles et recrutés dans des groupes armés. Un cycle de violences de plus en plus meurtrières a fait des centaines de morts et provoqué le déplacement et la destruction de communautés entières. On observe une tendance claire au déplacement forcé des populations minoritaires. Plus de 600 000 personnes, soit 13 % de la population, sont déplacées à travers le pays, dont environ 200 000 à Bangui seulement, et les populations minoritaires continuent d'être persécutées pour des raisons religieuses ou ethniques. On estime à 6 000 le nombre d'enfants qui restent associés à des groupes armés.

Cette crise reste une urgence humanitaire pour les enfants : presque 2,3 millions sont touchés et beaucoup restent en danger et nécessitent toujours aide et protection. Les enfants, qui représentent la moitié de la population de la République centrafricaine, font partie des groupes les plus vulnérables, notamment ceux des milliers de minorités musulmanes qui continuent d'être assiégées et menacées par les milices armées.

Même avant la crise, la République centrafricaine se trouvait dans une situation défavorable : un enfant sur six mourait avant l'âge de cinq ans ; un cinquième des enfants centrafricains de moins de cinq ans souffraient

de malnutrition chronique, un tiers des enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire ne l'étaient pas, et seule la moitié des enfants avaient accès à l'eau potable et un enfant sur cinq à des sanitaires adéquats. On estime que 60 % de la population centrafricaine vit avec moins d'un dollar par jour. La crise a exacerbé ce qui avait déjà été une urgence oubliée, anéantissant des systèmes et des structures déjà fragiles et semant la discorde entre les communautés.

Face à ces défis, l'UNICEF s'est mobilisé à l'échelle internationale pour répondre aux besoins des enfants sur le terrain. Des ressources de l'ensemble de l'organisation ont été déployées par le biais de l'activation de procédures d'urgence qui ont permis une rapide augmentation des ressources humaines et de la capacité opérationnelle. Un bureau de terrain de plus a été ouvert à Bambari afin de pouvoir atteindre les communautés vulnérables.

Dans le cadre de ses engagements interinstitutions, l'UNICEF dirige le cluster (groupe sectoriel) Nutrition, codirige les clusters WASH et Éducation et le sous-cluster Protection de l'enfance. Il joue également un rôle important de soutien dans le cluster Santé, le sous-cluster Violence sexiste et le cluster Abri et Articles non alimentaires.

Cependant, il reste beaucoup à faire. Il ne doit exister aucun obstacle à l'accès humanitaire pour pouvoir répondre aux besoins des populations vulnérables. La situation toujours instable dans le pays continue d'entraver l'acheminement de l'aide humanitaire aux communautés les plus exposées. De plus, avec l'arrivée de la saison des pluies, la relocalisation des personnes déplacées vers des abris et des sites plus sûrs, ainsi que la fourniture de services essentiels et la protection des enfants et des femmes, y compris ceux qui ne sont pas en mesure de se déplacer, font partie des priorités urgentes.

À ce jour, la réponse de l'UNICEF a été possible grâce au généreux soutien apporté par les donateurs, notamment les gouvernements, les comités nationaux et les particuliers. Le partenariat avec des ONG a été un élément central pour distribuer les services et les fournitures à leurs bénéficiaires. L'UNICEF reconnaît aussi les efforts spectaculaires fournis par les organisations et les particuliers. Cependant, au vu de l'insécurité rampante et des besoins humanitaires toujours croissants, des financements supplémentaires sont nécessaires de toute urgence pour aider ceux qui sont le plus touchés à sortir de cette crise et entreprendre la tâche titanesque de reconstruction et de relèvement.

Avec d'autres membres de la communauté internationale, l'UNICEF travaille dans des circonstances très difficiles pour apporter le soutien nécessaire aux femmes et enfants touchés. Mais le rythme auquel la situation sur le terrain se détériore est beaucoup plus rapide que celui de la mobilisation de la communauté internationale. Le moment est venu de redoubler d'efforts pour apporter une aide indispensable aux victimes de cette « crise oubliée », surtout dans les domaines de la santé et de la protection de l'enfant, particulièrement sous-financés. Faute d'un soutien plus vigoureux, l'UNICEF ne pourra pas répondre aux besoins massifs de la population de la République centrafricaine, avec des conséquences à long terme pour le pays et la région.

Aperçu général

Ce rapport donne les grandes lignes de la réponse de l'UNICEF pendant les quatre premiers mois de l'activation du Niveau 3 de l'urgence humanitaire, déclenchée par l'intensification de la crise en République centrafricaine au début du mois de décembre 2013. Il se concentre sur les résultats obtenus en faveur des enfants comparés aux objectifs fixés pour les 100 premiers jours de l'intervention de Niveau 3, ainsi que sur les besoins et défis persistants et souligne également les priorités de l'intervention d'urgence en cours pour 2014.

République centrafricaine – Une urgence oubliée

Les origines du conflit centrafricain remontent au mois de mars 2013, lorsqu'une coalition de groupes rebelles, connus collectivement sous le nom de Séléka, a renversé le Gouvernement après des combats prolongés à travers le pays. La situation en matière de sécurité s'est alors dégradée tout au long de l'année 2013, certains rapports faisant état de plus de 200 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi que de violations des droits de l'homme et de la recrudescence des combats entre la coalition Séléka et les partisans de l'ancien gouvernement.

Malgré la dissolution officielle de la coalition Séléka en septembre 2013, ses membres ont continué d'opérer, contribuant à la montée de l'insécurité dans l'ensemble du pays. En réponse, des milices d'auto-défense locales appelées « anti-balaka » se sont formées, et la violence entre les deux groupes a éclaté. Le conflit s'est accentué vers la fin de l'année et la communauté internationale a mis en garde contre le risque d'un massacre à grande échelle alors que les combats s'intensifiaient entre les groupes de la coalition Séléka, issus vraisemblablement de la minorité musulmane, et de la coalition anti-balaka, principalement chrétienne.

La violence sectaire s'est aggravée les 5 et 6 décembre, faisant jusqu'à 1 000 victimes selon les estimations, et des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont fui leurs habitations. Des violations flagrantes des droits de l'homme ont été commises (assassinats, mutilations et violences sexistes), faisant de nombreuses victimes parmi les enfants. La violence a entraîné le déplacement de presque 500 000 personnes à l'intérieur de leur propre pays en l'espace d'un mois – la grande majorité à Bangui. Depuis le mois de décembre, plus de 100 000 personnes ont fui vers les pays voisins. La plupart des membres de la communauté musulmane du pays ont trouvé refuge au Cameroun (168 086), au Tchad (90 117), au Congo (15 282) et en République démocratique du Congo (62 303) et, dans une moindre mesure, dans d'autres pays.

Malgré la mise en place d'un gouvernement de transition et l'élection d'un nouveau président par intérim en janvier 2014, les violences sectaires continuent de menacer les populations dans l'ensemble du pays. Quatre mois après les violences du mois de décembre, le nombre de personnes déplacées reste au-dessus de la barre des 600 000, dont 200 000 à Bangui. On estime à 6 000 le nombre d'enfants associés à des groupes armés. En outre, des milliers de personnes, pour la plupart des musulmans, sont retranchées dans des enclaves assiégées par les milices anti-balaka.

La crise a également secoué un pays affaibli depuis longtemps par l'instabilité et la pauvreté chronique. Des indicateurs de développement catastrophiques classent la République centrafricaine dans les derniers rangs en termes de survie infantile, de nutrition, d'assainissement, d'alphabétisme et de fourniture de services vitaux essentiels, comme le dépistage, le traitement et la prévention du VIH. Beaucoup trop d'enfants succombent encore au paludisme et aux maladies d'origine hydrique comme la diarrhée. Bien trop peu atteignent leur plein potentiel. Beaucoup de choses restent à accomplir par le Gouvernement, l'UNICEF et les partenaires dans le pays.

Intervention du Gouvernement et de la communauté internationale

Le Gouvernement de transition de la République centrafricaine se heurte à de nombreux obstacles pour planifier, encadrer et coordonner les interventions et les efforts de reconstruction du pays. Les événements des 5 et 6 décembre 2013 ont déclenché la déclaration d'une urgence interinstitutions de grande envergure (de niveau 3) pour la République centrafricaine le 11 décembre.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé la mise en place de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA), ainsi que le renforcement des forces françaises (SANGARIS). Un Coordinateur principal de l'action humanitaire a été déployé le 11 mars. Suite à l'activation de l'urgence de niveau 3, l'UNICEF a lancé son rapport Action humanitaire pour les enfants (HAC) 2014, mis à jour en janvier 2014 et dont le financement s'élève à 62 millions de dollars¹ au total. L'intervention interinstitutions s'est traduite par l'élaboration d'un plan de réponse stratégique de 12 mois, prenant fin en décembre 2014 et doté d'une enveloppe totale récemment révisée de 551 millions de dollars. Le plan de réponse stratégique révisé de 2014 est fondé sur le plan de réponse stratégique d'origine, publié le 14 décembre 2013, et sur les aspects programmatiques du plan de 100 jours, publié le 24 décembre 2013.

Interventions et priorités de l'UNICEF pour les enfants

Le 9 décembre 2013, le Directeur général Anthony Lake a activé les procédures d'urgence de l'UNICEF, mobilisant les ressources mondiales de l'organisation pour répondre aux besoins sur le terrain. Au cours du premier mois, 32 membres du personnel étaient sur le terrain, y compris quatre membres exclusivement chargés de la coordination des clusters (groupes sectoriels). Le bureau de l'UNICEF en République centrafricaine a redéployé du personnel d'urgence dans le pays, et des ressources humaines, financières et matérielles supplémentaires ont été mobilisées aux niveaux régional et international, en coopération avec les partenaires de réserve de l'UNICEF. Afin d'accélérer la livraison des fournitures face à l'insécurité ambiante, l'UNICEF a utilisé des avions commerciaux pour apporter des produits d'urgence et de première nécessité.

Les capacités supplémentaires fournies par les clusters mondiaux de l'UNICEF et du Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont atteint la République centrafricaine pendant la première vague de déploiements des capacités de renfort. L'UNICEF poursuit ses interventions en collaboration avec l'État, d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que des ONG internationales et nationales.

¹ Le financement requis passera à 81 millions de dollars É.-U.

L'approche par cluster est conçue pour renforcer les partenariats en vue d'améliorer la prévisibilité, la capacité d'intervention, la collaboration et la responsabilisation dans des secteurs clés de l'action humanitaire. Les clusters ont pour objectif de parvenir à une intervention plus cohérente et efficace en mobilisant des groupes d'institutions pour répondre de manière plus harmonieuse, chaque secteur possédant un chef de file clairement désigné. L'UNICEF dirige le cluster Nutrition, codirige les clusters Eau, assainissement et hygiène (WASH), et Éducation, ainsi que le sous-cluster Protection de l'enfance, et joue également un rôle d'appui important dans le cluster Santé, le sous-cluster Violence sexiste et le cluster Abri et articles non alimentaires. L'UNICEF a également déployé du personnel pour appuyer l'évaluation multisectorielle initiale rapide qui entraine dans le cadre de la révision du plan de réponse stratégique.

Au lendemain de la crise, UNICEF s'engage à continuer d'apporter une assistance dans des domaines nécessaires à la vie et à la survie, à savoir eau, assainissement et hygiène (WASH), santé, nutrition, éducation et protection de l'enfance, en accord avec ses Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire. Partenaire présent en République centrafricaine depuis 1968, l'UNICEF contribue également à renforcer la résilience et à appuyer la capacité du pays à poursuivre les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et au-delà. En accord avec les plans des pouvoirs publics et les plans interinstitutions, et en particulier dans le but de protéger les populations touchées par les conflits, plus spécialement les groupes vulnérables, l'UNICEF concentre ses efforts sur trois objectifs clés :

- permettre aux personnes déplacées et à la population tout entière d'accéder à un minimum de services sociaux de base de qualité ;
- relancer les services sociaux de base gérant les effets de la crise et les défis structurels ; et
- promouvoir la résilience de la communauté.

Cependant, l'UNICEF n'a reçu à ce jour qu'une petite partie des fonds nécessaires pour fournir des interventions tangibles, susceptibles de sauver des vies sur le terrain. Faute de ressources humaines et financières supplémentaires, l'UNICEF ne sera pas en mesure d'amplifier son intervention pour atteindre les hommes, les femmes et les enfants les plus vulnérables de la « crise oubliée » en République centrafricaine.

La situation en quelques chiffres



4,6 millions
DE PERSONNES TOUCHÉES



2,3 millions
D'ENFANTS TOUCHÉS



625 000
PERSONNES ACTUELLEMENT DÉPLACÉES
À L'INTÉRIEUR DE LEUR PROPRE PAYS



Au moins
6 000
ENFANTS RECRUTÉS PAR DES GROUPES ARMÉS

L'intervention en quelques chiffres

MÉCANISME DE RÉPONSE RAPIDE

11 400

familles ont reçu un abri temporaire, en priorité des femmes enceintes et des enfants

29 564

familles ont reçu des articles d'urgence pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH)

11 160

familles ont reçu des articles non alimentaires (moustiquaires, matelas, couvertures)



SANTÉ

62 000

foyers déplacés ont reçu des moustiquaires imprégnées d'insecticide (deux par famille)

78 000

personnes ont reçu des kits de prévention et de traitement du paludisme

894

femmes enceintes ont reçu une prophylaxie ARV



ÉDUCATION

24 929

enfants ont reçu des fournitures scolaires

23 600

enfants sont retournés à l'école dans des espaces temporaires d'apprentissage

118

espaces temporaires d'apprentissage établis



PROTECTION DE L'ENFANCE

9 270

enfants reçoivent un soutien psychosocial dans des espaces adaptés aux enfants

429

enfants séparés ont retrouvé leur famille

363

victimes de violence sexiste ont bénéficié d'une prise en charge globale



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE (WASH)

201 711

personnes déplacées ont accès à l'eau potable

130 844

personnes déplacées ont reçu des articles WASH (bidons, savon)



NUTRITION

81 271

enfants soumis au dépistage de la malnutrition

6 809

enfants souffrant de malnutrition sévère admis pour soins

Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire



Eau, assainissement et hygiène (WASH)

RÉSULTAT STRATÉGIQUE

Les familles touchées dans les zones rurales et urbaines à haut risque et les sites de relocalisation ont accès à des équipements d'assainissement de base et d'eau salubre sûrs et sécurisés. Leur hygiène a été améliorée par des approches qui réduisent les risques et renforcent la résilience, notamment un plan de secours pour diminuer le risque de choléra.



Déjà, même avant la crise humanitaire actuelle, un peu plus de la moitié de la population de la République centrafricaine avait accès à l'eau potable, et seul un tiers de la population avait accès à des latrines familiales améliorées. Les investissements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement étaient faibles, et la majorité des infrastructures du pays avaient été endommagées ou détruites au cours de multiples conflits. Lors de la crise la plus récente, les systèmes d'approvisionnement en eau et de gestion des déchets avaient été perturbés par le pillage et la pénurie de combustible pour faire fonctionner les pompes et les générateurs. De nombreuses familles déplacées à cause des combats ont fui dans la brousse et collectent l'eau de sources non potables, ce qui accroît le risque de maladie.

Approvisionnement en eau

Depuis la fin du mois de décembre 2013, malgré des défis logistiques majeurs et l'insécurité persistante, l'UNICEF a fourni un appui crucial à SODECA, la société nationale d'approvisionnement en eau, pour réhabiliter et étendre les réseaux existants à Bangui, Bossangoa, Bouar et Bambari. Immédiatement après la crise, l'UNICEF a notamment fourni les matériels indispensables au traitement de l'eau qui ont permis à SODECA de continuer d'approvisionner Bangui en eau potable. L'UNICEF s'occupe également d'acheminer l'eau par camion-citerne aux sites des personnes déplacées qui n'ont pas accès au réseau local d'approvisionnement en eau. En outre, l'UNICEF collabore avec le Gouvernement pour réhabiliter les pompes à eau en zone rurale, et en a rétabli l'accès pour environ 15 000 personnes à Bambari et Bossangoa. Au total, suite aux efforts de l'UNICEF et de ses partenaires, plus de 201 000 personnes dans des sites de personnes déplacées à Bangui, Bossangoa et Bouar ont reçu de l'eau potable, et 130 000 autres personnes ont reçu des articles de première nécessité, comme des bidons et du savon.

Assainissement

Depuis le début de la crise, l'UNICEF concentre son attention sur les sites de personnes déplacées à haut risque et fortement peuplés. Ses efforts sont axés sur la construction, l'entretien et la vidange de latrines pour les hommes, les femmes et les enfants concernés qui vivent sur ces sites, principalement à Bangui et Bossangoa. Depuis la fin du mois de décembre, plus de 104 000 personnes ont de nouveau accès à l'assainissement grâce à la construction de latrines par l'UNICEF et ses partenaires.

Promotion de l'hygiène

Afin de s'assurer que les communautés ont reçu des informations sur les comportements à adopter pour rester en bonne santé et se protéger contre les maladies, l'UNICEF a associé la distribution d'articles d'urgence à des messages soulignant l'importance du lavage des mains avec du savon. Grâce à des campagnes de porte-à-porte, des groupes de discussion et des messages de communication de masse, l'UNICEF et ses partenaires ont touché plus de 130 000 personnes à Bangui, Bossangoa, Bouar, Bambari et Kaga Bandoro afin de les sensibiliser à une bonne hygiène, autant d'informations capitales à l'approche de la saison des pluies.

Objectifs WASH jusqu'en avril 2014 et résultats au 4 avril*	Objectif du cluster	Résultat du cluster	Objectif de l'UNICEF	Résultats cumulés de l'UNICEF
Population touchée bénéficiant d'un meilleur accès à l'eau	714 750	450 000	352 000	201 711
Population touchée ayant accès à des services d'assainissement de base	714 750	297 500	150 000	104 150
Population touchée recevant des articles WASH (bidons et savon) et des informations sur les pratiques de lavage des mains	714 750	425 000	150 000	130 844

*Les objectifs jusqu'à la fin d'avril 2014 font partie du plan de 100 jours mais les financements requis comprennent toute l'année 2014.

Prévention du choléra

La saison des pluies étant toute proche et des centaines d'enfants et d'adultes courant un risque croissant de contracter des maladies transmissibles, l'UNICEF s'est lancé dans de nombreuses activités de prévention et de sensibilisation au choléra. Un centre de traitement du choléra qui peut accueillir 120 patients a été identifié sur le site de personnes déplacées de l'aéroport international M'Poko de Bangui, et les préparatifs pour le rendre opérationnel sont en cours. Un stock d'urgence, incluant dix kits de traitement du choléra, du chlore, des comprimés purificateurs d'eau, du savon et des bidons, a été mis à disposition pour répondre aux besoins d'intervention rapide. Une trentaine de partenaires de santé et 94 enseignants qui travaillent dans des espaces temporaires d'apprentissage ont déjà été formés dans le domaine de la prévention et du traitement. L'UNICEF a complété ces efforts par des activités de communication pour le développement, qui ont pour objectif de partager des informations pertinentes et orientées vers des actions concrètes avec les personnes vivant dans les communautés touchées pour qu'elles puissent protéger la santé et le bien-être de tous leurs membres. C'est dans ce but que quelque 40 000 brochures et 20 000 affiches sur le choléra ont été imprimées en français et en sango, ainsi que 500 manuels sur l'importance du lavage des mains avec du savon.

Coordination du cluster WASH

L'UNICEF codirige le cluster Eau, assainissement et hygiène (WASH) en collaboration avec l'ONG Action Contre la Faim (ACF) afin de coordonner et d'harmoniser les interventions axées sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Ce cluster compte un maximum de 50 partenaires et est en charge des interventions humanitaires sectorielles à travers le pays. S'appuyant sur un large éventail de groupes de travail, le cluster WASH coordonne le stockage de l'eau, l'acheminement par camion-citerne, la construction de latrines, l'approvisionnement en eau et la promotion de l'hygiène. Dans les prochains mois, le cluster WASH a l'intention d'étendre sa couverture à un plus grand nombre de personnes déplacées en dehors de Bangui, et de préparer les sites existants en prévision de la saison des pluies et pour réduire le risque d'épidémie de choléra.

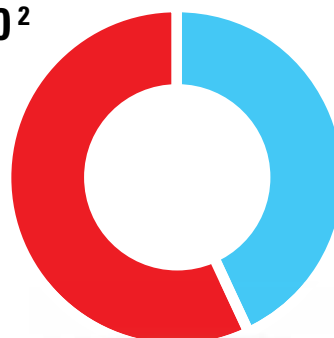
Défis et perspectives

Un accès humanitaire sûr et sans entraves est indispensable pour répondre aux besoins des populations vulnérables. Les projets WASH ont été extrêmement difficiles à mettre en œuvre en dehors des zones urbaines en raison de l'insécurité. Par conséquent, l'UNICEF a concentré ses efforts sur les zones urbaines comme Bangui et Bossangoa. Les mouvements constants de population liés à l'insécurité ont également entravé la planification des projets. La transposition à plus grande échelle des opérations a également été difficile en raison de la capacité limitée à la fois des partenaires locaux et des partenaires de développement. De plus, le manque de financement continue de freiner les actions de l'UNICEF, car les fournitures doivent être achetées plusieurs mois à l'avance. Malgré ces défis importants, l'UNICEF continuera de soutenir la SODECA dans les zones urbaines et se concentrera sur l'accès à l'eau salubre dans de nouveaux villages des zones rurales. L'UNICEF collaborera en particulier avec le Gouvernement pour assurer l'accès à l'eau dans toutes les régions, en recrutant du personnel pour mettre en place des activités (réhabilitation de pompes à eau, mise en place de comités d'entretien) ce qui facilitera le retour de familles déplacées. L'UNICEF poursuivra sa collaboration avec ses partenaires afin de maintenir des services d'assainissement de base sur les sites de personnes déplacées et d'assurer des services sur les nouveaux sites comme Bambari. L'UNICEF poursuivra également ses campagnes de promotion de l'hygiène, axées essentiellement sur le choléra, pour compléter les services d'assainissement de base à la fois à Bangui et dans les régions. Cela est particulièrement important à l'approche de la saison des pluies qui est associée à un risque accru de maladies transmissibles.

Fonds requis (dollars É.-U.) :

14 000 000²

Déficit de
financement
7 782 827
56 %



Fonds reçus
6 217 173
44 %

² Le financement requis passera à 17,4 millions de dollars É.-U.

Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire



Éducation

RÉSULTAT STRATÉGIQUE

Les enfants d'âge préscolaire et scolaire vivant dans des zones touchées par les conflits ont accès en toute sécurité à une éducation de qualité et à un soutien psychosocial qui contribue à atténuer les traumatismes et à renforcer la résilience.



Même avant la crise actuelle, le système éducatif du pays était fragile, et le taux de scolarisation en primaire n'avait pas augmenté en 15 ans. Pendant cette période, le système d'éducation national n'a reçu qu'un appui extrêmement limité de la part du Gouvernement. Conséquence : les écoles ne pouvaient compter quasiment que sur l'appui de la communauté pour fonctionner et la qualité de l'enseignement était très mauvaise.

L'éducation des enfants est également victime du conflit récent. Une évaluation à distance effectuée sur 355 écoles dans toutes les provinces de la République centrafricaine en février 2014 a montré que dans les provinces les plus touchées de Kemo, Ouham et Sangha-Mbaere, toutes les écoles étaient fermées depuis des mois. Environ 65 % des écoles avaient été pillées, occupées ou endommagées par des balles et des tirs d'artillerie, et près de 280 000 élèves du primaire avaient abandonné l'école au cours de l'année écoulée. À Bangui, 35 % des écoles sont utilisées comme abris, et des rapports préoccupants font état d'attaques visant des écoles.

Accès à une éducation de qualité

Malgré une insécurité et des difficultés logistiques omniprésentes, l'UNICEF et ses partenaires ont mis en place 118 espaces temporaires d'apprentissage et de protection des enfants (ETAPE) proposant des activités éducatives et de loisirs adaptées à leur âge, ainsi que des services de protection de l'enfance, afin de garantir la continuité de l'éducation pour plus de 23 000 enfants dans les sites de personnes déplacées de Bangui et Bossangoa (voir page 26 pour la liste complète des partenaires). L'UNICEF a apporté des fournitures éducatives et s'est chargé de la formation des enseignants pour ces espaces, qui offrent également un soutien psychosocial, des compétences nécessaires à la vie courante et des initiatives de consolidation de la paix dans un environnement d'apprentissage sûr. L'UNICEF a atteint 23 % des enfants ciblés pour l'accès à l'éducation, mais seulement 6 % des enfants ciblés ont reçu une éducation de qualité, car les parents ont toujours peur d'envoyer leurs enfants à l'école.

Ramener les enfants à l'école

La réouverture des écoles varie sensiblement d'une région à l'autre, selon la situation en matière de sécurité. Par exemple, à Kaga Bandoro, où la situation reste tendue, toutes les écoles publiques restent fermées à ce jour, et seule une école primaire privée fonctionne. L'enquête menée en février a montré que plus de 65 % des écoles de la République centrafricaine étaient fermées à cause de l'insécurité. L'UNICEF appuie deux phases de la campagne « Retour à l'école ». Pour la première phase, l'UNICEF appuie le Ministère de l'éducation dans ses efforts pour faire revenir les enseignants et les élèves à l'école en fournissant le matériel d'apprentissage, en effectuant le suivi du nombre d'écoles ouvertes, en collaborant avec le PAM sur un programme de repas scolaires et en préparant la formation et la mise en place de cours de rattrapage dans les régions où la sécurité le permet. L'UNICEF va également appuyer la réhabilitation d'urgence d'écoles endommagées. Pour la deuxième phase, et dans les régions où la sécurité le permet, l'UNICEF appuiera la campagne « Retour à l'école » du Ministère de l'éducation pour la nouvelle année scolaire qui débutera en novembre

Objectifs pour l'éducation jusqu'en avril 2014 et résultats au 4 avril*	Objectif du cluster	Résultat du cluster	Objectif de l'UNICEF	Résultats cumulés de l'UNICEF
Enfants entre 3 et 18 ans bénéficiant de fournitures éducatives	170 000	32 149	160 000	24 929
Enfants participant à des espaces temporaires d'apprentissage	45 000	25 429	40 000	23 600

*Les objectifs jusqu'à la fin d'avril 2014 font partie du plan de 100 jours mais les financements requis comprennent toute l'année 2014

2014, visant plus de 300 000 enfants et 2 700 enseignants. Une vaste campagne médiatique sera également menée pour appuyer la formation d'enseignants, la fourniture de matériel scolaire, la remise en état d'écoles et fournir un soutien continu pour renforcer le Ministère de l'éducation.

Coordination du cluster Éducation

L'UNICEF codirige le cluster Éducation, composé d'environ 60 membres, dont le Ministère de l'éducation. Le cluster Éducation est chargé d'appuyer le ministère dans sa réponse aux besoins actuels, et coordonne l'intervention des partenaires en faveur de l'éducation afin d'atteindre un maximum d'enfants. Les partenaires du cluster Éducation ont fourni du mobilier de base à 45 écoles, construit une école à Zemio et réhabilité neuf écoles primaires à Bambari. D'ici à la fin de l'année, le cluster espère donner accès à l'éducation à 100 000 enfants et à une éducation de qualité à 400 000 enfants.

Un endroit protégé pour s'instruire à Bangui

François, 10 ans, est à l'écart d'un grand groupe d'enfants sur l'un des plus grands sites pour personnes déplacées de Bangui.

François vit dans l'enceinte de la plus grande église de la ville depuis le 5 décembre lorsque la violence a éclaté à Bangui.

Il parle de ce qui lui manque le plus : ses frères et sa sœur qui se sont enfuis dans la brousse dense à l'extérieur de la ville ; ses meilleurs amis et les enseignants qu'il aimait qui ont été dispersés dans différents camps de réfugiés, et son école.

« L'école me manque » dit-il avant de parler du pillage de son école.
« Le toit a été emporté, il n'y a plus de portes et tout ce qu'il y avait à l'intérieur a été volé ».

Au cours de l'année passée, les écoles de République centrafricaine ont été pillées, occupées par des forces et groupes armés ou des personnes déplacées, et elles ont été endommagées par des balles ou des obus. Les enfants comme François n'ont pas été scolarisés pendant au moins quatre mois, d'autres plus longtemps encore en raison de la fermeture des écoles à cause de l'insécurité. L'UNICEF répond à des besoins pressants en matière d'éducation en soutenant la création de salles de classe accueillant desservant plus de 25 000 enfants âgés de 3 à 18 ans sur les plus grands sites pour personnes déplacées.

Anne, une enseignante expérimentée qui a été déplacée par la crise et qui travaille dans l'un de ces espaces temporaires, l'exprime très bien.

« Je veux que les enfants qui sont dans ma classe oublient les horreurs qu'ils ont vues. Je veux m'assurer qu'ils n'ont pas recours à la violence et aux représailles, mais qu'ils agissent au contraire avec honnêteté et gentillesse. Un pays sans éducation n'a pas d'avenir. »

Défis et perspectives

Quatre mois après le début de l'intervention, le plus grand défi dans le secteur éducatif reste la sécurité. C'est à cause de l'insécurité que les élèves et les enseignants ont peur de retourner à l'école. L'instabilité empêche les partenaires disponibles de contribuer aux activités à l'extérieur de Bangui. Il existe également une multitude de défis logistiques, les infrastructures scolaires ayant été en grande partie pillées ou détruites et nécessitant des réparations urgentes. De plus, le versement partiel des six mois d'arriérés de salaires des enseignants vient seulement d'être rétabli.

Le financement reste une contrainte importante, et moins d'un tiers des besoins de financement de l'UNICEF en matière d'éducation sont satisfaits. L'UNICEF a un besoin urgent de fonds pour la réhabilitation des écoles, dont beaucoup ont été détruites pendant la crise, et pour la formation des enseignants et les fournitures scolaires. L'UNICEF manque aussi cruellement de fonds pour déployer plus de personnel afin d'assurer la sensibilisation en dehors de Bangui et donner accès à l'éducation aux enfants déplacés.

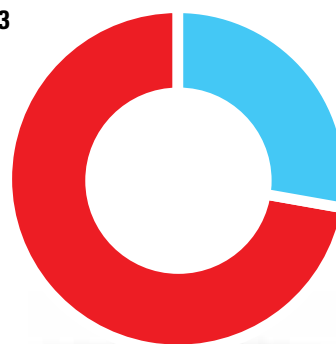
Face à ces défis, l'UNICEF continuera de soutenir le Gouvernement dans ses efforts pour assurer le retour des enfants et des enseignants à l'école. L'UNICEF a l'intention de continuer à offrir son appui sous la forme d'une distribution de matériel, d'une aide à la réhabilitation des écoles et d'une mobilisation pour que les écoles ne soient pas occupées par les forces armées. En collaboration avec le Gouvernement et le PAM, l'UNICEF appuiera le programme de repas scolaires dans les régions touchées par l'insécurité alimentaire, y compris à Bangui.

Fonds requis (dollars É.-U.) :

7 000 000³

Déficit de
financement
4 956 571

71 %



Fonds reçus
2 043 429

29 %

³ Le financement requis passera à 10 millions de dollars É.-U.

Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire



SANTÉ

RÉSULTAT STRATÉGIQUE

Réduire le risque de morbidité et de mortalité excessives dû aux maladies infantiles et aux épidémies de maladies d'origine hydrique et à transmission vectorielle qui peuvent être évitées par la vaccination ; contribuer à renforcer la résilience des systèmes de santé.



Déjà avant les événements de décembre 2013, la République centrafricaine avait déjà un système de santé peu performant et figurait au sixième rang mondial pour le taux de mortalité des moins de cinq ans et au troisième rang pour le taux de mortalité maternelle. Les dépenses publiques en matière de santé représentaient seulement 11 % du budget national, considéré comme insuffisant pour répondre aux besoins de la population. Dans les zones rurales, la plupart des dispensaires manquaient d'équipement, de personnel qualifié et de médicaments. Par conséquent, la survie des enfants dans le pays a toujours été précaire. Un enfant sur six meurt avant l'âge de cinq ans, et seul un tiers est vacciné contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos.

Lors du conflit, les établissements de santé ont été pillés et les personnels soignants ont fui leur poste. La destruction d'un grand nombre de centres de santé a entraîné une interruption brutale des services médicaux, tels que la vaccination de routine, en raison d'une rupture de la chaîne du froid causant la perte de vaccins. Les partenaires humanitaires mettent tout en œuvre pour atteindre les plus vulnérables, mais il est clair que cela ne suffit pas. Avec l'arrivée imminente de la saison des pluies, des centaines de milliers d'enfants et d'adultes courent un risque croissant de contracter des maladies transmissibles. Il n'existe donc qu'une très courte période favorable pour mettre en place et fournir l'aide indispensable à la survie.

Vaccination

Malgré un environnement instable en termes de sécurité et des défis logistiques de taille, l'UNICEF et ses partenaires sont parvenus à assurer la vaccination de presque 150 000 enfants âgés de 6 mois à 15 ans (soit 75 % des enfants ciblés) contre la rougeole au cours des quatre derniers mois (voir page 26 pour la liste complète des partenaires). Environ 38 000 enfants âgés de 0 à 5 ans ont été vaccinés contre la polio et 4 260 enfants de moins d'un an ont reçu des vaccinations de routine sur les sites de personnes déplacées. L'UNICEF a intensifié ses activités de vaccination de routine, en concentrant ses efforts sur les populations déplacées à risque. Pour les enfants vivant en dehors des sites de personnes déplacées, l'objectif initial de l'UNICEF de vacciner les enfants jusqu'à 11 mois a été étendu aux enfants jusqu'à 23 mois afin d'atteindre les enfants qui n'ont pas été vaccinés l'année dernière en raison de l'insécurité. Au cours des prochains mois, l'UNICEF a pour objectif de renforcer la chaîne du froid et de mettre en place l'approche « Atteindre chaque district » (Reach Every District) à travers la micro-planification et la sensibilisation des populations difficiles d'accès. L'UNICEF a également l'intention de renforcer les systèmes de supervision et de surveillance de la vaccination, ainsi que de conduire des activités de vaccination complémentaires comme l'administration de vitamine A et le déparasitage.

Paludisme

On estime à au moins 10 % de la population, soit 460 000 personnes, le pourcentage de personnes atteintes de paludisme chaque année en République centrafricaine. Cependant, ce chiffre

Objectifs pour la santé jusqu'en avril 2014 et résultats au 4 avril*	Objectif de l'UNICEF	Résultats cumulés de l'UNICEF
Foyers bénéficiant de moustiquaires (2 moustiquaires par famille)	70 000	62 000
Nombre d'enfants de moins de cinq ans vaccinés contre la rougeole	200 000	149 294
Nombre de personnes accédant aux services de santé de base et aux médicaments dans les régions touchées	1 000 000	650 000
Femmes enceintes recevant des informations/conseils sur le VIH/SIDA	14 183	12 437
Femmes enceintes bénéficiant d'une prophylaxie ARV dans le cadre de la PTME	1 098	894
Enfants nés de mères séropositives au VIH bénéficiant d'une prophylaxie ARV	1 098	510
Enfants ayant bénéficié d'une prophylaxie ARV qui continuent de recevoir un traitement ARV	426	350

*Les objectifs jusqu'à la fin d'avril 2014 font partie du plan de 100 jours mais les financements requis comprennent toute l'année 2014. Il n'y a pas d'objectif du cluster car l'UNICEF n'est pas tenu de rendre compte au cluster Santé.

est probablement sous-estimé, car les personnes déplacées et les populations pauvres et marginalisées sont aussi touchées et peuvent ne pas être comptées. On suppose que depuis la crise, ce taux n'a cessé d'augmenter car les familles ont été déplacées en raison des violences, beaucoup ayant été contraintes de se réfugier dans la forêt où elles encourent un risque plus élevé. Dans les mois qui ont suivi la crise, l'UNICEF a collaboré avec ses partenaires pour distribuer des moustiquaires à 62 000 foyers, soit 325 000 personnes ou presque 90 % de la population ciblée. L'UNICEF a également distribué des kits sanitaires de base et des kits de prévention et de traitement du paludisme dans les hôpitaux et dispensaires régionaux, atteignant presque 385 000 personnes depuis la fin du mois de décembre et compte distribuer 450 000 moustiquaires de plus d'ici à la fin du mois.

VIH et SIDA

La République centrafricaine affiche l'un des taux de prévalence du VIH adulte les plus élevés de l'Afrique subsaharienne francophone, avec une prévalence estimée à 7,8 % chez les femmes adultes et des taux atteignant 11 % dans certaines régions. Le conflit a fortement exacerbé la situation. Tout d'abord, l'insécurité a entravé l'accès des femmes aux consultations prénatales, empêchant ainsi le dépistage précoce du VIH afin de fournir un traitement et prévenir la transmission de la mère à l'enfant. Au cours de la crise, beaucoup de femmes fuyant les violences se sont cachées dans la brousse, sans accès aux services de prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME). En outre, lors de la crise, les violences sexuelles perpétrées par les hommes armés ont fait augmenter les taux de transmission. Au cours des quatre derniers mois, les partenaires de l'UNICEF ont dispensé des séances d'information sur le VIH à 12 000 femmes et a fourni une prophylaxie antirétrovirale (ARV) à près de 900 femmes enceintes. Plus de 500 enfants nés de mères vivant avec le VIH ont également bénéficié d'un traitement ARV dans le cadre de la PTME.

Défis et perspectives

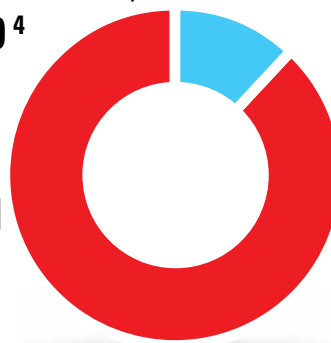
Quatre mois après les événements des 5 et 6 décembre, les problèmes semblent insurmontables. Le système de santé du pays est dévasté, et les efforts pour le remettre sur pied sont ralentis par l'insécurité persistante et le manque de moyens. Des problèmes de sécurité ont entravé la distribution de médicaments et d'équipements essentiels aux dispensaires régionaux, laissant des milliers de femmes et d'enfants sans aucun accès aux services médicaux. Malgré ces contraintes, l'UNICEF poursuivra ses efforts pour rétablir les services de soins et de traitement du VIH et améliorer leur couverture et leur performance, en se concentrant sur les interventions à fort impact. En tant que membre important du cluster Santé, l'UNICEF maintiendra sa collaboration avec l'OMS et appuiera la plupart des interventions en matière de santé sur le terrain. L'UNICEF cherche également à offrir un programme complet de soins de santé et de prise en charge du VIH dans les établissements de santé et au niveau des communautés. L'UNICEF œuvrera également pour garantir que les populations les plus vulnérables bénéficient d'un accès gratuit à la prévention et au traitement du VIH, notamment par des approches intégrées, comme les interventions pour les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère.

Fonds requis (dollars É.-U.) :

14 000 000⁴

Déficit de
financement
12 331 491

88 %



Fonds reçus
1 668 509

12 %

⁴ Le financement requis passera à 20,6 millions de dollars É.-U.

Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire



Nutrition

RÉSULTAT STRATÉGIQUE

Les populations les plus vulnérables, c'est-à-dire les femmes enceintes et qui allaitent, ainsi que les enfants de moins de cinq ans, ont accès à des interventions spécifiques à la nutrition qui préviennent la sous-nutrition et les carences en micronutriments, traitent la malnutrition aiguë, conservent des comportements nutritionnels sains et contribuent également au renforcement de la résilience.



La malnutrition aiguë en République centrafricaine s'élevait globalement à 7,8 % avant la catastrophe humanitaire actuelle. Les personnels de santé ont fui en grand nombre pendant les combats, et les dispensaires ont été détruits ou pillés, interrompant les services de dépistage et le traitement de la malnutrition. La crise a interrompu l'activité agricole, suscitant de vives inquiétudes au sujet de la sécurité alimentaire future. On compte à présent 1,3 million de personnes exposées au risque d'aggravation de l'insécurité alimentaire, ce qui fait craindre que des milliers d'enfants pourraient souffrir de malnutrition sévère. L'intervention de l'UNICEF est centrée sur les populations déplacées, à la fois sur les sites qui les accueillent et dans les régions urbaines et rurales, ces personnes ayant vu leurs revenus diminuer à cause de la crise. Les priorités concernent la prise en charge de la malnutrition aiguë et sévère, avec une attention particulière portée sur les zones les plus à risque.

Alimentation du nourrisson et du jeune enfant

Dans le cadre de l'intervention immédiate, l'UNICEF a intégré la nutrition – ainsi que l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants – à un programme complet de services destinés aux femmes et aux enfants et qui favorise les mesures d'appui complémentaires en matière de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène. L'UNICEF a formé 80 pairs éducateurs actifs au sein de divers sites de personnes déplacées sur l'allaitement exclusif, fondamental pour la santé, le développement et la survie de l'enfant. L'UNICEF a également lancé des activités de sensibilisation à la promotion de l'hygiène en distribuant des kits d'eau, qui fournissent aux familles déplacées du savon, des bidons et des seaux, et prépare actuellement la distribution de kits à 250 familles supplémentaires dans le cadre de son programme complet de soins de santé de base.

Micronutriments

L'UNICEF cherche à associer la supplémentation en vitamine A avec la vaccination contre la rougeole et la polio afin d'atteindre le plus grand nombre de femmes et d'enfants dans le cadre de son intervention d'urgence. Cependant, une campagne de masse globale a eu lieu au mois de novembre précédent, et un délai de six mois est généralement recommandé pour éviter la toxicité. Par conséquent, l'UNICEF a attendu pour lancer une campagne de vaccination parallèlement à la supplémentation en vitamine A et au déparasitage jusqu'en mai 2014, dans le but d'atteindre 750 000 enfants. Elle sera accompagnée d'une supplémentation en fer et en acide folique destinée à environ 350 000 femmes enceintes, et s'appuiera sur la mobilisation de la communauté par le biais des dirigeants des communautés et des jeunes ainsi que des médias de masse.

Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë

L'UNICEF et ses partenaires (voir page 26 pour la liste complète des partenaires) ont dépisté plus de 81 000 enfants depuis le début de la crise et un total de 6 809 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été diagnostiqués et admis pour des soins thérapeutiques, soit plus de

Objectifs pour la nutrition jusqu'en avril 2014 et résultats au 4 avril*	Objectif du cluster	Résultat du cluster	Objectif de l'UNICEF	Résultats cumulés de l'UNICEF
Enfants âgés de 6 à 59 mois atteints de malnutrition aiguë sévère (MAS) admis pour des soins thérapeutiques et bénéficiant de la promotion de pratiques nutritionnelles	5 200	6 809	5 200	6 809
Taux de rétablissement	>=75 %	87%	>=75 %	87 %
Taux de mortalité	<5 %	1.3 %	<5 %	1.3 %
Taux d'abandon	<15 %	14.2 %	<15 %	14.2 %

*Les objectifs jusqu'à la fin d'avril 2014 font partie du plan de 100 jours mais les financements requis comprennent toute l'année 2014.

100 % des enfants ciblés. L'UNICEF est à l'heure actuelle le seul organisme acheminant des fournitures nutritionnelles dans le pays. L'UNICEF et ses partenaires assurent l'achat et la distribution de traitements pour la malnutrition aiguë sévère, et offrent une formation, une coordination et des outils d'intervention.

Coordination du cluster Nutrition

L'UNICEF dirige le cluster Nutrition, composé de 16 partenaires, en collaboration avec l'ONG Action Contre la Faim. Une action rapide est nécessaire pour renforcer les services de traitement de la malnutrition essentiels, tout en mettant en place des activités qui préviendront une détérioration sévère de l'état nutritionnel des populations vulnérables. Le cluster Nutrition estime à 28 000 le nombre d'enfants qui seront touchés par la malnutrition aiguë sévère (MAS) en 2014, et ce chiffre pourrait considérablement augmenter compte tenu de la détérioration de la situation humanitaire et de l'interruption des saisons d'ensemencement et de récolte. Le cluster Nutrition se concentre sur six préfectures prioritaires et s'efforce d'améliorer la programmation avec les partenaires des clusters Santé, Protection, Éducation et WASH (eau, assainissement et hygiène). Le cluster Nutrition plaide également en faveur d'une meilleure intégration des mécanismes de responsabilité envers les populations touchées dans son programme de nutrition, à travers le développement d'une orientation harmonisée et d'outils permettant de contrôler et d'analyser l'intégration de cette approche et son impact sur la prise de décision dans le cadre du programme.

Défis et perspectives

L'instabilité persistante et le faible niveau de financement ont fortement entravé les efforts de traitement de la malnutrition aiguë à l'échelle de la communauté. Il n'existe pas suffisamment de partenaires capables d'accéder aux populations les plus difficiles à atteindre et de fournir un dispositif global d'interventions en faveur de la nutrition. L'accès à la nourriture et aux soins sur certains sites de personnes déplacées et dans certaines régions du pays reste problématique et aura un impact sur l'état nutritionnel des populations au cours des semaines et des mois à venir, particulièrement chez les plus vulnérables, c'est-à-dire les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et qui allaitent.

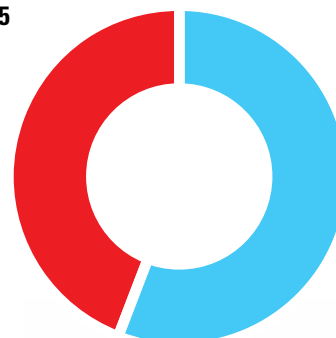
À l'avenir, l'UNICEF s'efforcera de garantir la disponibilité permanente de stocks alimentaires dans le pays et mettra en place un circuit de distribution auquel adhéreront tous ses partenaires. L'UNICEF lancera une campagne de vaccination intégrée qui comprendra la sensibilisation aux pratiques d'alimentation, ainsi que la supplémentation en vitamine A et le déparasitage. L'UNICEF cherche également à instaurer un système de collecte et de gestion des données relatives à la nutrition, ainsi qu'un système d'échange d'idées fondées sur l'expérience acquise. À cette fin, l'UNICEF souhaite effectuer une enquête selon la méthodologie SMART (suivi et évaluation normalisés des phases de secours et de transition) pour créer une base d'informations permettant de mesurer les progrès accomplis. Un consultant chargé de la collecte et de l'analyse des données avec à la clé des résultats préliminaires a été d'ores et déjà engagé. L'UNICEF se prépare à intensifier ses efforts pour étendre la fourniture d'aliments et de micronutriments destinés aux nourrissons et aux jeunes enfants, renforcer les capacités et la surveillance et former le personnel de santé des communautés pour qu'ils prennent en charge le suivi, le dépistage au moins une fois tous les trois mois et les orientations. À long terme, l'UNICEF cherchera également à aider le Ministère de la santé à rejoindre l'initiative Renforcer la nutrition (SUN), qui réunit divers pays du monde dont l'objectif commun est de réaliser des progrès en matière de nutrition.

Fonds requis (dollars É.-U.) :

5 000 000⁵

Déficit de
financement
2 223 527

44 %



Fonds reçus
2 776 473

56 %

⁵ Le financement requis passera à 11 millions de dollars É.-U.

Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire



Protection de l'enfance

RÉSULTAT STRATÉGIQUE

Établir des espaces amis des enfants pour garantir la sécurité des enfants déplacés et vulnérables et les occuper, prévenir et gérer les séparations familiales, notamment par l'apport de soins alternatifs, et offrir un programme de soutien aux enfants impliqués dans les conflits armés, ainsi qu'aux femmes et aux enfants ayant survécu à un viol et à d'autres formes de violence.



Le conflit récent a exacerbé la vulnérabilité des enfants et dévasté les systèmes et structures de protection sociale et de protection de l'enfance du pays, qui étaient déjà fragiles. La capacité des familles et des communautés à s'occuper des enfants et à les protéger a également été fortement entamée avec l'engrenage des conflits, la pauvreté chronique et la faible couverture sociale de base. La crise traversée par le pays a dressé les communautés les unes contre les autres, et les violations perpétrées contre les enfants ont atteint de nouveaux sommets de brutalité. Des enfants ont été mutilés et tués, abusés sexuellement et enrôlés dans des groupes armés et des milices locales. Parmi les enfants les plus vulnérables, on trouve ceux qui ont fui leurs foyers et qui sont seuls ou séparés de leur famille. Tout aussi à risque sont les enfants de musulmans assiégés et menacés par les milices armées. Enfin, on rapporte de hauts niveaux de violence sexiste, notamment le recours au viol des femmes et des filles dans le but de terroriser les communautés et de briser les liens familiaux.

Soutien psychosocial

L'UNICEF utilise des espaces amis des enfants comme point de départ pour identifier les enfants séparés, mener des activités psychosociales, faciliter les processus collectifs, mobiliser les réseaux d'enfants, de jeunes et de femmes, identifier les victimes d'abus et de violence sexiste et créer des services d'orientation pour les enfants qui nécessitent des soins spécialisés. Malgré l'instabilité persistante, quelque 9 270 enfants ont bénéficié de 25 espaces amis des enfants sur des sites de personnes déplacées à Bangui et Bossangoa, par le biais de l'UNICEF et de ses partenaires (voir page 26 pour la liste complète des partenaires). Les enfants vivant dans ces espaces ont l'occasion de participer à des activités ludiques, récréatives ou d'apprentissage informel, qui favorisent la réhabilitation psychosociale. Les adolescents acquièrent des compétences nécessaires à la vie courante, reçoivent des informations et des conseils sur le VIH, l'objectif étant de réduire le risque que courent les jeunes de sombrer dans la violence. L'UNICEF a également formé au soutien psychosocial 314 enseignants et membres du personnel dans les centres temporaires d'apprentissage à Bangui. À Kaga Bandoro, l'UNICEF a fourni une initiation au soutien psychosocial à 17 animateurs travaillant dans des espaces amis des enfants et avait l'intention d'en former davantage, mais ses efforts ont été entravés par l'insécurité dans la région.

Violence sexiste

Avec le concours de plus de 35 agences et organisations, l'UNICEF a joué un rôle actif dans la coordination de l'intervention humanitaire au sein du sous-cluster Violence sexiste (GBV). En collaboration avec ses partenaires du sous-cluster, l'UNICEF a identifié 363 personnes ayant survécu à la violence sexiste à Bangui, Bangassou et Rafai, tout en reconnaissant que ce chiffre était sûrement nettement en-deçà de la vérité à cause du manque d'accès aux services disponibles, de la distance et de la crainte de représailles. L'UNICEF leur a offert son appui par une

Objectifs pour la protection de l'enfance jusqu'en avril 2014 et résultats au 4 avril*	Objectif du cluster	Résultat du cluster	Objectif de l'UNICEF	Résultats cumulés de l'UNICEF
Enfants bénéficiant d'activités de loisirs et de soutien psychosocial (centres pour enfants et zones d'informations/de conseils)	25 000	9 270	25 000	9 270
Nombre d'enfants libérés des forces et groupes armés	800	235	800	235
Enfants non accompagnés et séparés en situations d'urgence ayant retrouvé leur famille	480	429	480	429
Survivants de violence sexiste bénéficiant d'un soutien global	s.o.	437	800	363

* Les objectifs jusqu'à la fin d'avril 2014 font partie du plan de 100 jours mais les financements requis comprennent toute l'année 2014.

approche globale, répondant à la fois aux besoins médicaux et psychosociaux des rescapés. L'UNICEF a financé une formation sur la gestion des informations concernant la violence sexiste, destinée à 25 membres du sous-cluster, et œuvre à la mise en place de services d'orientation en dehors de Bangui.

Enfants touchés par les conflits armés

On estime désormais à 6 000 au moins le nombre d'enfants associés à des groupes armés dans toutes les parties au conflit. Les garçons et les filles de moins de 18 ans ne doivent en aucun cas être impliqués dans le conflit armé. En partenariat avec les pouvoirs publics et les représentants du BINUCA (Bureau intégré de l'Organisation des Nations Unies en Centrafrique) et de la MISCA, l'UNICEF a obtenu la libération de 235 enfants associés à des groupes et des forces armés en République centrafricaine. La plupart de ces enfants ont retrouvé leur famille et ont été réintégrés à leurs communautés. L'UNICEF et ses partenaires rassemblent actuellement des données sur la présence ou l'exploitation d'enfants, y compris de filles, au sein des milices anti-balaka, phénomène qui semble avoir augmenté dans les quartiers de Bangui et dans les villages en dehors de la capitale, ainsi que dans les principales villes de l'ouest de la République centrafricaine.

Enfants non accompagnés et séparés

La crise de décembre a exacerbé la vulnérabilité et les risques multidimensionnels encourus par des centaines de milliers d'enfants en République centrafricaine, particulièrement ceux qui sont séparés ou risquent d'être séparés de leur famille. Les systèmes de protection des enfants existants, déjà faibles, ont été fragilisés davantage suite à la perte d'assistants sociaux, de soutien logistique et d'espace de bureau. De nombreux enfants séparés sont exposés au risque de sévices et d'exploitation. De plus, les enfants de familles vivant actuellement dans des conditions de pauvreté extrême sont susceptibles d'être abandonnés, ce qui accentue le risque d'une séparation secondaire et augmente la vulnérabilité aux abus sexuels et à la violence. Depuis le début de la crise, malgré l'insécurité et les problèmes logistiques, l'UNICEF et ses partenaires ont identifié

750 enfants non accompagnés et séparés. Parmi eux, 429 enfants ont retrouvé leur famille grâce à l'action de divers partenaires de protection de l'enfance. Jusqu'à présent, les efforts de l'UNICEF ont porté essentiellement sur l'identification des cas particuliers dans des conditions très complexes. L'UNICEF a commencé à mettre en place des systèmes et des mécanismes d'identification, de documentation, de recherche et de regroupement non seulement en République centrafricaine, mais aussi au-delà des frontières pour inclure le Cameroun et le Tchad.

Surveillance des violations graves perpétrées contre les enfants

En coopération avec le BINUCA et la MISCA, l'UNICEF a œuvré pour le renforcement du mécanisme de surveillance et de communication de l'information (Monitoring and Reporting Mechanism ou MRM) sur les violations graves perpétrées contre les enfants, établi sous l'égide du Conseil de sécurité. Le MRM est un outil indispensable qui permet la vérification et la documentation de violations comme les enlèvements, le refus d'assistance humanitaire, le recrutement et l'exploitation des enfants par les groupes armés, les meurtres et les mutilations, le viol et la violence sexuelle, ainsi que la destruction des écoles et des hôpitaux. Le Groupe de travail du pays se réunit régulièrement

Fonds requis (dollars É.-U.) :

12 000 000

Déficit de
financement
7 015 680

58 %



Fonds reçus
4 984 320

42 %

pour s'assurer que les informations sont recueillies, intégrées et vérifiées, pour préparer et déclencher des interventions adéquates dans le but de prévenir et gérer les graves violations perpétrées contre les enfants. Au travers du MRM, l'UNICEF et ses partenaires ont été en mesure de vérifier 24 cas de meurtres d'enfants, et 103 cas de mutilations d'enfants perpétrées par des anti-balaka et des ex-Séléka entre les mois de janvier et mars.

Coordination du sous-cluster Protection de l'enfance

L'UNICEF codirige le sous-cluster Protection de l'enfance avec Save the Children et COOPI (Cooperazione Internazionale). Jusqu'à présent, ce sous-cluster a créé deux groupes de travail, l'un pour mettre en place un système IDTR (identification, documentation, recherche et regroupement) destiné aux enfants non accompagnés et séparés, et l'autre pour intégrer, coordonner et développer des procédures opérationnelles permanentes pour les espaces amis des enfants et les centres temporaires d'apprentissage, en collaboration avec les membres du cluster Éducation. Ce sous-cluster a également travaillé sur l'identification et la vérification des enfants associés aux groupes armés et a organisé des formations et des activités de sensibilisation pertinentes.

Défis et perspectives

L'instabilité persistante à travers tout le pays a accentué les graves problèmes existants pour répondre aux besoins de protection urgents des femmes et des enfants les plus vulnérables. Étant donné la capacité de déploiement limitée des forces internationales en dehors de Bangui où des incidents ont été rapportés, les populations fortement vulnérables sont encore difficilement accessibles. En outre, on manque de partenaires menant des activités de cohésion sociale et de réconciliation des communautés en dehors de Bangui, et les capacités d'identification, d'enregistrement, de suivi et de réunification des enfants séparés de leur famille demeurent insuffisantes en raison du nombre limité d'intervenants spécialisés dans la protection de l'enfance, en particulier en dehors de Bangui, pour les communautés difficiles d'accès. Souvent, les survivants de violence sexiste ne bénéficient pas d'un soutien global incluant l'aspect psychologique, qui est essentiel, et n'ont pas non plus accès au dépistage du VIH. Dans le cadre de ses efforts pour atteindre les femmes et enfants touchés, l'UNICEF cherche à renforcer les capacités des intervenants locaux, des ONG et des pouvoirs publics et à augmenter l'accès aux services en dehors de Bangui et au sein des quartiers urbains défavorisés. L'UNICEF collaborera plus étroitement au niveau communautaire et poursuivra le dialogue avec les groupes armés pour assurer la démobilisation et la réintégration des enfants. L'UNICEF travaillera également avec ses partenaires pour assurer la prise en charge globale des victimes de violence sexiste.



Histoires vécues de République centrafricaine

Enfants touchés par le conflit armé : Il n'est plus enfant soldat

Quand la Séléka est arrivée à Bangui et s'est emparée du pouvoir l'an dernier, toutes les écoles ont fermé leurs portes. J'allais à l'école secondaire à l'époque. Mais après, comme il n'y avait plus d'école et pas d'emploi, j'ai rejoint la Séléka. On m'a dit que je pourrais gagner de l'argent. Mon père, qui travaille pour l'armée, m'a inscrit et je travaillais sous ses ordres. Mes parents sont divorcés. Ma mère ne savait pas que j'avais rejoint la Séléka. Je suis sûre qu'elle n'aurait pas aimé ça.

J'ai eu de la chance. On ne m'a pas envoyé me battre. Certains de mes amis qui sont partis se battre ne sont jamais revenus. Ceux qui sont revenus nous ont dit que nos amis étaient morts. Je me couchais chaque nuit en ayant peur de me réveiller le lendemain matin avec l'ordre de partir au front.

Ils m'avaient dit que je gagnerais de l'argent dans la Séléka, mais je n'ai pas été payé pendant cinq mois. J'ai compris que je perdais mon temps et le 16 janvier, j'avais pris la décision de partir quand des travailleurs sociaux sont venus rendre visite à notre unité. Ils nous ont emmenés dans un centre de transition.

Nous sommes plus en sécurité ici qu'en ville. La sécurité n'a pas été rétablie en ville, et j'ai peur que les personnes qui ont appris que j'avais rejoint la Séléka me reconnaissent et me dénoncent à l'anti-balaka.

Depuis que je suis arrivé ici, j'ai décidé que je voulais devenir mécanicien. Si je trouve du travail, je pourrai financer mes études si mon père refuse de payer mes frais de scolarité. Je veux retourner à l'école le plus vite possible.



Accéder à l'eau : la détresse d'une grand-mère

Des tentes dont les côtés déchirés flottent au vent s'étendent à perte de vue sur le site pour personnes déplacées de l'aéroport M'Poko. On dirait presque que la vie suit son cours. À un point d'eau construit avec l'aide de l'UNICEF, des femmes remplissent leurs seaux et les hissent sur leur tête. Tout autour, les enfants courent et sautent dans les flaques d'eau.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Quand les habitants de Bangui sont arrivés à l'aéroport pour échapper à la violence, ils ont trouvé un abri, mais ni eau ni installations sanitaires. Mais presque immédiatement, l'UNICEF et ses partenaires se sont mobilisés pour fournir aux familles vivant dans ces camps des installations de base.

« Nous avons tellement de chance d'avoir de l'eau ici, » affirme Céline Yengouandji. C'est une fonctionnaire à la retraite de 65 ans. Elle explique qu'elle a dû s'enfuir avec toute sa famille quand les groupes de la Séléka ont attaqué son quartier. Maintenant, ils ne peuvent plus rentrer car leur maison a été détruite.

Environ 50 000 personnes vivraient sur le site de M'Poko. L'UNICEF fournit de l'eau à environ 12 500 personnes chaque jour et il a contribué à la construction de latrines et de douches pour les personnes déplacées. Mais les conditions de vie sont difficiles, il y a environ une latrine pour 39 personnes et une douche pour 147.

« Nous voulons seulement rentrer chez nous, dit Céline. Mais ce n'est pas possible. Nous sommes reconnaissants d'avoir au moins de l'eau potable, ici, mais que se passera-t-il à la saison des pluies ? Il y a le choléra, on en a tous peur. »



Rétablir le système de vaccination en République centrafricaine : protéger la petite Mélanie de la rougeole

Claudia n'a pas pu protéger sa petite fille, Mélanie, qui s'est retrouvée sans abri après qu'un groupe d'hommes armés eut mis le feu à leur maison. Elle ne peut pas la protéger contre la pluie et le froid car elles vivent dans une tente peu étanche dans l'un des plus grands camps pour personnes déplacées de Bangui.

Mais elle peut la protéger contre la rougeole, la fièvre jaune et la polio. C'est pourquoi, la semaine dernière, elle s'est rendue dans un centre de vaccination de fortune sur le site Saint-Carmel pour personnes déplacées.

Le centre a été créé dans le cadre d'une campagne de vaccination de routine des enfants de moins de 2 ans. Cette campagne, soutenue par l'UNICEF, cible 128 000 enfants sur l'ensemble du territoire de la République centrafricaine.

« Je n'ai pas pu emmener mon bébé au centre au cours des quatre derniers mois à cause de la violence là où je vis, explique Claudia. Il lui manque des vaccins, mais je ne savais pas lesquels. Quand nous nous sommes enfuyés, nous avons perdu son carnet de vaccination. »

« Je suis venue aujourd'hui parce que, si mon bébé tombe malade, je n'ai pas de quoi le faire soigner. Nous vivons à même le sol, alors les plus jeunes enfants tombent souvent malades. Mieux vaut éviter les maladies par la vaccination. »

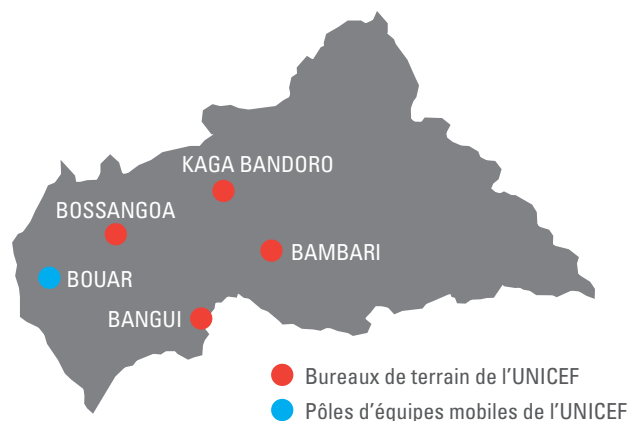
Ce conflit a eu des conséquences désastreuses sur la santé des enfants et des femmes en République centrafricaine. La chaîne du froid pour l'immunisation a été largement détruite en dehors de la capitale, Bangui. L'UNICEF est en train de distribuer des réfrigérateurs et des glacières pour rétablir cette chaîne du froid.

« Cette année, nous avons travaillé dur pour améliorer la vaccination de routine, plutôt que de privilégier les campagnes individuelles, explique Deo Manirakiza, spécialiste de la vaccination à l'UNICEF. Avant la crise, 13 % seulement des enfants étaient entièrement vaccinés avant leur premier anniversaire. La République centrafricaine affiche le sixième taux le plus élevé du monde pour la mortalité des moins de 5 ans. Protéger les enfants contre des maladies meurtrières et évitables est essentiel pour sauver des vies. »

Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire

Gestion de l'intervention

Ressources humaines
Fournitures et logistique



Cette carte est stylisée et n'est pas à l'échelle. Elle ne reflète pas une position de l'UNICEF sur le statut juridique des pays ou territoires ou la délimitation des frontières. Les frontières indiquées sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Organisation des Nations Unies.

La réponse à la crise en République centrafricaine a nécessité un renforcement significatif et immédiat des effectifs, des fournitures et de la logistique, ainsi que des ressources financières. Dans les quatre jours qui ont suivi l'escalade de la violence le 5 décembre 2013, l'UNICEF a activé ses procédures d'urgence, et tous les niveaux de l'organisation ont participé à l'identification et au déploiement du personnel d'intervention d'urgence, à l'accélération des envois et de la livraison des fournitures, à la levée des fonds nécessaires pour appuyer l'intervention et satisfaire les rôles de coordination des clusters de l'UNICEF. En plus de Bangui, l'UNICEF a instauré une équipe mobile à Bouar et agrandi les bureaux régionaux de Kaga Bandoro et Bossangoa pour qu'ils déploient des équipes sur le terrain en vue d'atteindre les enfants et les femmes qui en ont le plus besoin.

Ressources humaines

Le bureau de l'UNICEF en République centrafricaine étant en sous-effectif au moment de la crise, du personnel de renfort a immédiatement été mobilisé aux niveaux régional et mondial. Pour la première fois, l'UNICEF a activé son mécanisme de renfort en ressources humaines en Afrique de l'Ouest et de l'Est, ainsi qu'en Afrique australe et centrale pour utiliser une approche combinée multirégionale (WCARO-ESARO), afin d'appuyer la surcapacité temporaire d'urgence. C'est également la première fois que ce mécanisme de renfort a pu être hébergé avec succès par un système en ligne à travers le e-recrutement. En outre, une équipe d'intervention immédiate (IRT) composée de 11 membres possédant une grande expérience des situations d'urgence est arrivée dans la première vague de l'intervention, dans le cadre de la réponse automatique de l'activation du niveau d'urgence 3.

A son maximum, il y avait 96 membres du personnel de renfort à Bangui, en plus des 108 membres du personnel de l'UNICEF qui se trouvaient déjà dans le pays avant la crise. Parmi eux, on compte du personnel pour les programmes, les communications, l'administration et les opérations, et les coordinateurs et gestionnaires de l'information des clusters WASH, Nutrition, Éducation, Santé et Protection de l'enfance. Du personnel a convergé de 20 bureaux de pays, trois bureaux régionaux et quatre sièges de l'UNICEF. L'organisation a également recouru à un mécanisme d'intervention d'urgence au sein des clusters mondiaux, et sollicité des



consultants, du personnel à la retraite et des partenaires de réserve issus d'ONG et d'administration.

Quatre mois après, un peu plus de 50 membres de ce personnel de renfort étaient toujours déployés dans le cadre de cette intervention. Plus de 90 nouveaux membres du personnel nationaux et internationaux sont en passe d'être recrutés pour la phase d'urgence de l'année prochaine, tandis que 21 personnes ont d'ores et déjà été engagées à plus long terme pour assurer la continuité de l'appui dans les mois à venir.

Fig. 1 Renfort en ressources humaines

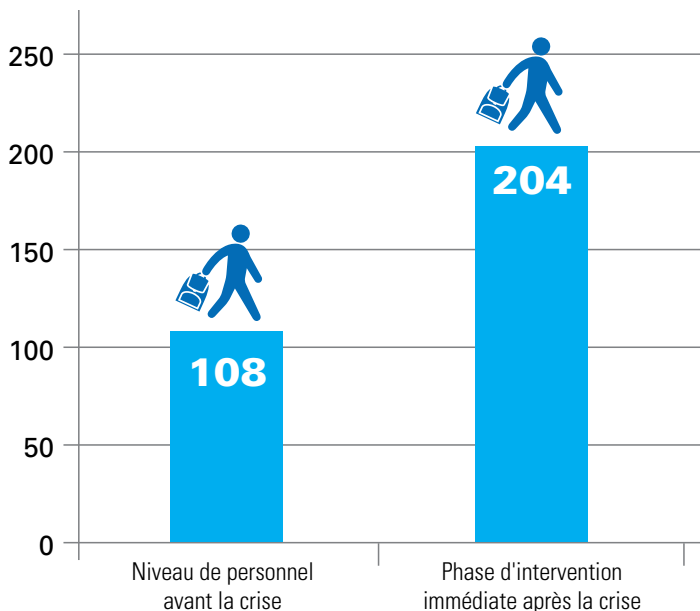
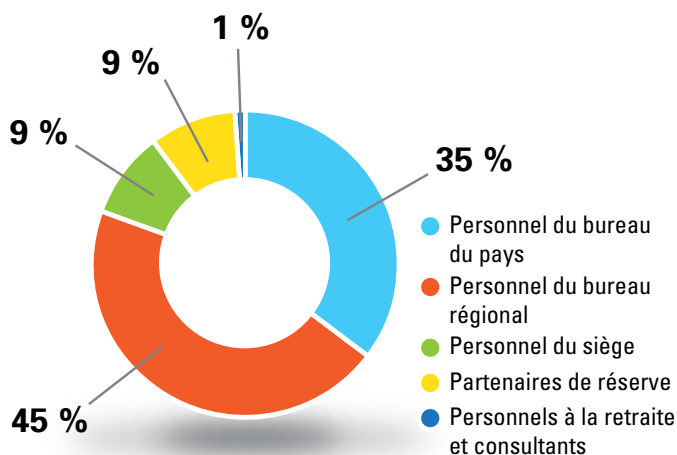


Fig. 2. Sources de renfort



Fournitures et logistique

L'UNICEF a immédiatement puisé dans ses fournitures d'urgence prépositionnées qui lui restaient pour la première intervention dans des entrepôts à Bangui, Kaga Bandoro et Bossangoa. Le niveau de fournitures disponibles au niveau local était insuffisant pour répondre à tous les besoins et, suite au pillage de fournitures d'une valeur de 500 000 dollars dans les entrepôts de l'UNICEF pendant le coup d'État de mars 2013, le stock national n'avait pas été complètement reconstitué

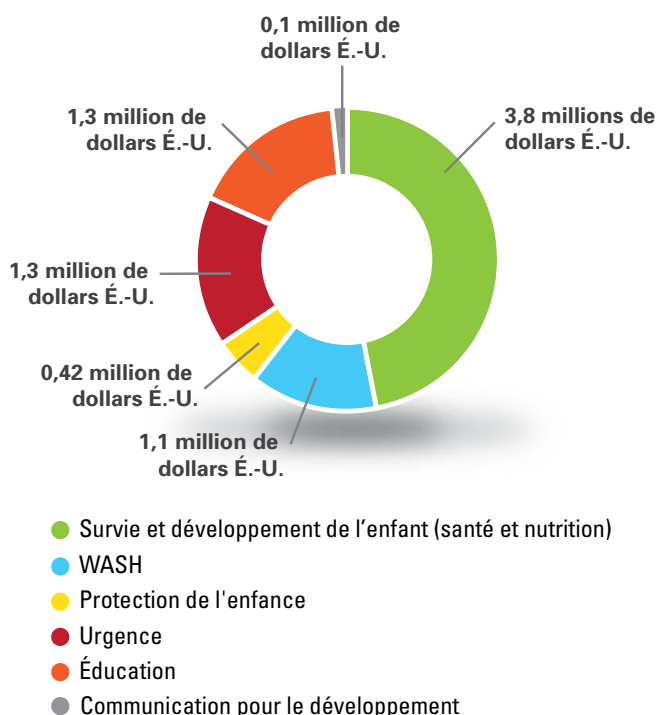
en raison des restrictions de financement. Les fournitures nécessaires à la survie ont commencé à être mobilisées à partir de la Division des approvisionnements de l'UNICEF à Copenhague.

Tandis que des fournitures étaient commandées en réponse aux besoins humanitaires croissants en République centrafricaine, l'acheminement représentait toujours un énorme défi : les articles étaient en effet acheminés par bateau ou par avion au port de Douala dans le Cameroun voisin, puis transportés par camion à travers un territoire ravagé par les conflits jusqu'à Bangui. Face à la congestion du « corridor Douala » en raison de l'insécurité, l'UNICEF a mobilisé les troupes de la MISC pour escorter les camions de fournitures de la frontière camerounaise à Bangui. Une semaine seulement après l'activation par l'UNICEF de ses procédures d'urgence, des transporteurs aériens internationaux et des vols charters au départ de Copenhague et Bruxelles ont été affrétés pour transporter des articles de première nécessité jusqu'à Bangui. Deux nouveaux centres logistiques ont récemment été établis à Bambari et Bouar pour effectuer des livraisons à l'échelle dans les régions reculées de l'ouest et de l'est du pays.

Quatre mois plus tard, malgré d'importantes améliorations des conditions logistiques, la livraison de fournitures reste problématique à cause de l'insécurité, du manque d'infrastructures adaptées et de prestataires de service tiers inadéquats comme les contrôleurs douaniers. Parmi les autres défis opérationnels figurent une pénurie constante de carburant et un système bancaire lent. Seulement 3 % des routes étant pavées dans le pays, les frais d'entretien de la flotte de véhicules du bureau sont élevés, particulièrement pendant la saison des pluies. La sécurité physique des personnels reste précaire, six membres du bureau ayant été la cible d'actes de piraterie routière, de vols et de menaces de mort au cours des quatre derniers mois.

À ce jour, l'UNICEF a obtenu des fournitures à hauteur de 8 millions de dollars au total, dont 886 000 dollars issus de l'approvisionnement local. Le montant total des fournitures commandées devrait atteindre 22,9 millions de dollars d'ici à la fin de l'année 2014.

Fig. 3 Achats de fournitures par section



Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire

Financement par rapport au financement requis

Financement requis par l'UNICEF

62 millions de dollars É.-U.⁶

L'UNICEF a reçu au total 18,8 millions de dollars É.-U. de ses donateurs



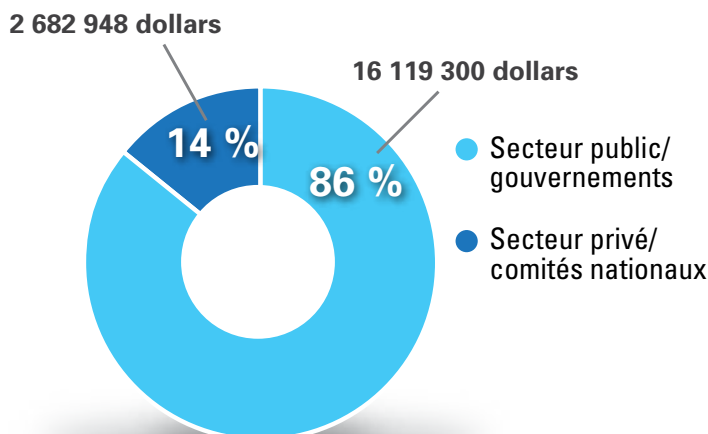
L'UNICEF a demandé 62 millions de dollars pour 2014, ce qui reflète une détérioration continue de la situation des enfants en République centrafricaine et témoigne de l'ampleur des besoins humanitaires. L'intervention de l'UNICEF entre dans le cadre du plan de réponse stratégique interinstitutions et dessine les grandes lignes d'une transposition à plus grande échelle de l'intervention face aux besoins humanitaires urgents sur le terrain.

À ce jour, l'UNICEF a reçu 18 millions de dollars de la part de nombreux gouvernements, donateurs du secteur privé et particuliers. Cela représente moins de 30 % du financement requis pour le plan d'intervention actuel. Nous reconnaissons et apprécions sincèrement le soutien très généreux apporté jusqu'ici, que ce soit par les particuliers, les gouvernements ou les nombreux partenaires d'entreprise et partenaires privés de l'UNICEF, sans lesquels la phase initiale de l'intervention n'aurait pas été possible et l'appui aux initiatives d'urgence n'aurait pas pu être mis en place.

Cependant, nous notons aussi qu'en disposant seulement d'un tiers des fonds requis pour sauver des vies, trop de femmes et d'enfants en République centrafricaine seront la proie de maladies évitables comme le paludisme ou seront forcés de survivre sans eau potable. Sans financement immédiat, trop d'enfants se verront refuser les nutriments dont ils ont besoin pour être en bonne santé et accuseront un retard de croissance irréversible. Trop de femmes et d'enfants seront vulnérables aux violences sexuelles ou au recrutement dans des groupes armés, et trop d'enfants ne seront pas scolarisés. Sans un appui renforcé, ce qui constitue déjà une tragédie deviendra une catastrophe encore plus grande pour les enfants de la République centrafricaine et leur famille, avec des conséquences à long terme pour le pays et la région.

Fort de son expérience et de sa présence en République centrafricaine depuis plus de quarante ans, l'UNICEF continuera de collaborer avec les pouvoirs publics et ses autres partenaires dans le cadre du plan de la réponse stratégique interinstitutions et au-delà, pour répondre aux besoins humanitaires de la population et renforcer la résilience du pays. L'UNICEF demande instamment le soutien des donateurs afin d'être en mesure de fournir une assistance rapide et tangible aux pouvoirs publics de la République centrafricaine pour que les services de base puissent être rétablis.

Fig. 4 Contributions par type de donateur



⁶ Le financement requis passera à 81 millions de dollars É.-U.

Fig. 5 Fonds reçus

Secteur privé/comités nationaux	Montant (dollars É.-U.)
Comité français pour l'UNICEF	1 167 550
Comité italien pour l'UNICEF	510 468
Comité japonais pour l'UNICEF	489 716
Comité suisse pour l'UNICEF	468 000
Comité canadien pour l'UNICEF	47 214
Secteur public/gouvernements	Montant (dollars É.-U.)
Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (UNOCHA)	5 282 681
États-Unis (USAID) OFDA	4 200 000
Canada/IHA (Aide Humanitaire Internationale)	2 692 998
Japon	1 800 000
Commission européenne/ECHO	1 375 516
Bureau Food for Peace de l'USAID	1 316 600
Italie	523 560
République de Corée	200 000
Malte	34 200
Andorre	10 345
Total (fonds privés et publics)	18 802 248

Fig. 6 Fonds reçus par secteur (dollars É.-U.)

Secteur	Fonds requis	Fonds reçus	Déficit de financement
Nutrition	5 000 000	2 776 473	2 223 527
Santé et VIH/SIDA	14 000 000	1 668 509	12 331 491
WASH	14 000 000	6 217 173	7 782 827
Protection de l'enfance	12 000 000	4 984 320	7 015 680
Éducation	7 000 000	2 043 429	4 956 571
Articles non alimentaires/MRR	10 000 000	1 112 342	8 887 658
Total	62 000 000	18 802 247	43 197 753

Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire

Priorités transversales, suivi et évaluation des performances

Atteindre les plus vulnérables

Communication pour le développement (C4D)

Responsabilité envers les populations touchées

Communication et plaidoyer

Coordination de l'urgence

Suivi du travail humanitaire

Enseignements

Évaluation

Atteindre les plus vulnérables

Dans tous les secteurs de son intervention, l'UNICEF a œuvré avec ses partenaires (notamment le Gouvernement à l'échelle nationale et infranationale) pour rétablir les services de base aux enfants. Parmi les points de départ communs au niveau des communautés, on compte les espaces temporaires d'apprentissage, les écoles, les centres de santé, les espaces amis des enfants et les sites de cantonnement. Toutes ces stratégies sont ancrées dans des évaluations sectorielles rapides, des analyses des comportements actuels et des recommandations sur les meilleurs moyens d'atteindre le plus grand nombre de personnes. Au niveau géographique, l'UNICEF a concentré ses activités principalement à Bangui, mais dans les zones où la situation en matière de sécurité le permet et avec l'aide d'un financement accru pour étendre la mise en œuvre des programmes, l'UNICEF a l'intention d'intensifier ses activités en dehors de la capitale, en particulier à Bossangoa, Kaga Bandoro, Bambari, Bouar et dans les régions rurales environnantes.

Communication pour le développement (C4D)

Avec la crise humanitaire latente en République centrafricaine, les enfants font face à de nombreux types de risques comportementaux, y compris la séparation de leur famille, les sévices et l'exploitation, la violence sexiste, le recrutement par des groupes armés, les problèmes psychosociaux, la violence, les maladies, la malnutrition, l'interruption de l'éducation et l'ignorance des services disponibles. L'intégration de la communication pour le développement (C4D) dans des interventions d'urgence sur les sites de personnes déplacées permet à l'UNICEF et à ses partenaires de réduire ces risques en plaçant pour un changement comportemental et social et en faisant participer les communautés (voir page 26 pour la liste complète des partenaires). Les interventions de ce type cherchent également à mobiliser les communautés pour consolider la paix afin de rétablir des valeurs sociales et culturelles positives, sources de cohésion sociale et de réconciliation.

Afin de fournir un soutien transversal dans les interventions d'urgence, le personnel de santé des communautés a reçu une formation sur la promotion des « pratiques familiales essentielles » comme l'allaitement, l'hygiène, la vaccination des enfants, la bonne utilisation de latrines et l'utilisation de moustiquaires, la prévention de la diarrhée, des messages qui ont atteint plus de 16 000 personnes sur les sites de personnes déplacées depuis la fin du mois de décembre. Afin d'établir un dialogue intercommunautaire pacifique et de renforcer les capacités des responsables communautaires à promouvoir la paix et la non-violence, deux ateliers appuyés par l'UNICEF ont eu lieu en février, offrant une plate-forme pour une réflexion stratégique sur la cohésion sociale avec divers représentants et dirigeants de la société civile et de la jeunesse, ainsi qu'une formation sur la prévention des conflits et la promotion de la paix. Malgré les annulations fréquentes des activités dues à l'insécurité, l'UNICEF a été en mesure d'appuyer des campagnes de prévention et de vaccination contre le choléra, des activités sportives pour



les jeunes à risque et une campagne pour mettre fin à la violence contre les enfants. Des activités de consolidation de la paix ont été organisées pendant tout le mois d'avril, notamment des ateliers avec des responsables religieux, des formations destinées aux journalistes sur le journalisme sensible aux conflits, du théâtre participatif, des émissions de radio participatives et des activités sportives sous l'égide de Sports For Life pour les jeunes à risque.

Responsabilité envers les populations touchées

Dès le début de l'intervention d'urgence, l'UNICEF a cherché à mieux intégrer les principes de participation, de responsabilité et de retour d'information, qui constituent les piliers des plans d'intervention ainsi que des systèmes de surveillance. Les enfants se sont fait entendre au travers de dialogues intercommunautaires sur la promotion de la paix avec les responsables religieux, organisés par l'UNICEF. L'UNICEF a établi des mécanismes pour surveiller l'utilisation des fournitures dans le cadre d'un engagement à la transparence et à la responsabilité. Des formulaires pour les utilisateurs finaux, gérés par des organismes de surveillance tiers pour vérifier les résultats du programme, sont désormais disponibles pour optimiser l'utilisation des fournitures par les communautés touchées. En outre, des questions spécifiques dans le cadre de la surveillance par des organismes tiers ont été posées aux populations déplacées afin d'adapter l'intervention de l'UNICEF et d'améliorer la qualité des services fournis.

Communication et plaidoyer

Le travail intensif de sensibilisation de l'UNICEF avec les médias internationaux a contribué à placer la République centrafricaine au rang des priorités de la communauté internationale avant l'activation de l'urgence de niveau 3. Depuis le début du mois de décembre 2013, l'UNICEF continue de veiller à ce que les enfants restent au centre des discussions sur la crise, aussi bien dans les médias traditionnels que dans les médias numériques. Au plus fort de la crise, l'UNICEF répondait quotidiennement à des demandes d'interview, avec une couverture médiatique par la BBC, Al Jazeera, CNN, le New York Times et d'autres grands médias. L'UNICEF a bénéficié d'une couverture mondiale par le biais de communiqués de presse hebdomadaires de Bangui, ainsi que d'éditoriaux écrits par des hauts fonctionnaires de l'UNICEF dans des médias clés, comme le Huffington Post. La sensibilisation des comités nationaux et la collaboration avec des ambassadeurs itinérants a permis la couverture de l'intervention de l'UNICEF dans des médias clés et des pays donateurs en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. L'UNICEF a accru sa présence sur les médias sociaux en février, par le biais du lancement d'une page Facebook en complément de son compte Twitter. Le flux d'actualités Twitter de l'UNICEF est actuellement suivi par des correspondants étrangers, des bailleurs de fonds, des panels d'experts et d'autres acteurs influents majeurs.

Au siège, l'UNICEF a mené d'importantes opérations de plaidoyer, notamment auprès des États Membres, du Conseil de sécurité des Nations Unies et de la MISCA ; l'UNICEF a également détaché un de ses fonctionnaires auprès de l'Équipe spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine ; et il a participé à la définition de la position des Nations Unies en ce qui concerne la situation en République centrafricaine.

Coordination de l'urgence

Une équipe de gestion des secours d'urgence (EMT), associée à l'activation du niveau 3 du 9 décembre de l'UNICEF, a été mise sur pied pour permettre une intervention efficace, sur la base du niveau 2 des mécanismes internes de coordination. Cette équipe était dirigée par le coordinateur des urgences (directeur régional du Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale) en collaboration avec le bureau de pays, les hauts fonctionnaires du Bureau régional et le siège. Au niveau national, la coordination des opérations d'urgence a eu lieu dans le cadre de réunions hebdomadaires de l'équipe spéciale pour les opérations d'urgence afin de surveiller, réviser et effectuer les ajustements nécessaires à l'intervention d'urgence dans l'ensemble du pays. Par ailleurs, une équipe technique d'intervention spéciale sur les sites de personnes déplacées à Bangui s'est réunie quotidiennement pour assurer le ciblage efficace et fixer les priorités de l'intervention de l'UNICEF sur plus de 65 sites de personnes déplacées à travers la ville. Le mécanisme d'intervention rapide (MRR) coordonné par l'UNICEF a mobilisé la réponse initiale à la crise des personnes déplacées de Bangui, pour faire parvenir à quelque 45 000 personnes des articles non alimentaires, un abri et une aide WASH (eau, assainissement et hygiène) par le biais de ses partenaires d'exécution.

Mis à l'essai en République centrafricaine en 2013, le MRR 2014 est actuellement renforcé afin d'atteindre un plus grand nombre de personnes vivant dans des conditions extrêmement précaires et qui n'ont pas accès à la capacité d'intervention existante. À cette fin, l'UNICEF a augmenté le nombre de ses partenaires d'exécution du MRR de deux à cinq, chacun possédant des équipes de réserve spécialisées dans l'évaluation et l'intervention rapides. L'objectif du MRR, qui joue le rôle de « fournisseur de dernier recours », est d'intervenir auprès de 120 000 personnes déplacées ou particulièrement vulnérables. L'intervention du MRR constitue un dispositif a minima pour la fourniture d'articles non-alimentaires et d'abris, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). Elle est déclenchée dans les dix jours suivant la notification d'un événement humanitaire. Ce projet est intégré au mécanisme de coordination des clusters de la République centrafricaine.

Suivi du travail humanitaire

L'UNICEF a renforcé son système de suivi humanitaire en réponse à la crise en République centrafricaine et mis au point une panoplie complète d'outils permettant de documenter les progrès réalisés et de fournir des informations utiles à la gestion des interventions. Des tableaux de bord bihebdomadaires sont préparés et transmis à la direction. Ils incluent entre autres des informations sur les progrès accomplis, les fournitures, les ressources humaines et l'exécution financière pour guider la prise de décision.

L'UNICEF a encore renforcé le suivi humanitaire par le biais de l'utilisation de l'approche de suivi par des tiers à travers laquelle des organismes tiers externes vérifient les résultats des programmes pour améliorer la capacité de contrôle de l'UNICEF. Deux institutions locales ont été recrutées pour surveiller indépendamment les progrès réalisés dans les interventions de l'UNICEF sur les sites de personnes déplacées à Bangui, Bossango et Kaga Bandoro. Cette approche a permis à l'UNICEF de recevoir des informations en temps réel, de suivre efficacement les résultats de ses partenaires et de prendre rapidement des mesures correctives. Cette approche s'est avérée innovante et économique, les questionnaires recueillis sur le terrain étant disponibles immédiatement dans une base de données pour analyse. Les équipes mobiles de l'UNICEF ont été déployées pour assurer une intervention immédiate et garantir, par le biais d'un exercice de triangulation, la qualité des données et des informations. Au vu du succès de cette expérience récente, le projet de suivi par des tiers sera transposé à plus grande échelle dans des bureaux de zone sélectionnés.

L'UNICEF a régulièrement eu recours à des formulaires pour les utilisateurs finaux pour vérifier que les fournitures distribuées aux communautés sont utiles et utilisées à bon escient. En outre, des questions spécifiques, dans le cadre de l'approche de suivi par des tiers, ont été posées aux populations déplacées. Ces informations ont été utilisées pour améliorer la qualité des services fournis et pour adapter l'intervention de l'UNICEF.

Enseignements

L'approche de suivi par des tiers a été efficace dans un environnement marqué par une instabilité persistante et des difficultés permanentes d'accès à de nombreuses régions du pays. Bien qu'un exercice d'évaluation formel n'ait pas encore été effectué, l'UNICEF a coordonné les processus d'examen et de planification des interventions d'urgence avec ses partenaires pour définir les interventions des programmes, puis évalué et suivi les progrès accomplis par rapport aux objectifs à 100 jours établis dans le plan de réponse stratégique initial. Le processus de planification et les révisions des interventions d'urgence ont été développés avec l'appui de tous les niveaux de l'organisation (bureau de pays de la République centrafricaine, bureau régional d'Afrique de l'Ouest et du Centre et siège de l'UNICEF).



Perspectives

Même avant la crise actuelle, la République centrafricaine avait été qualifiée d'État en faillite, affaibli par l'instabilité politique et gangrené par une pauvreté chronique. La crise de décembre 2013 a exacerbé une urgence structurelle préexistante qui avait été oubliée. À court terme, l'UNICEF cherche à concrétiser ses engagements envers les enfants d'un pays oublié depuis longtemps par la communauté internationale en œuvrant pour aider les pouvoirs publics à rétablir des services de base. Il reste beaucoup à faire sur le terrain, et des changements réels et durables pour les enfants ne seront possibles que si l'on s'attaque aux problèmes de fond comme la pauvreté tout en répondant aux besoins humanitaires immédiats. Le pays dans son ensemble est un État fragile qui nécessite un accompagnement fort et stable pour surmonter la pauvreté et le sous-développement chroniques, les disparités rurales et urbaines profondes et la faiblesse des institutions qui ont exposé les enfants vulnérables aux chocs et à l'impact de la crise.

Outre la crise humanitaire alarmante dans la capitale, Bangui, il est tout aussi important de répondre également aux besoins humanitaires majeurs des populations vivant dans les provinces. L'aide sera ciblée sur les populations les plus démunies, et il est possible que les besoins de différentes régions géographiques varient entre la réponse à la crise et le début du relèvement. Afin d'offrir une plateforme avec une intervention solide dans les provinces, l'UNICEF va renforcer ses services à Bossangoa, Kaga Bandoro et Bambari, et établir de nouveaux bureaux sur le terrain à Bouar, Ndele et Zemio. Des équipes mobiles continueront d'être envoyées des bureaux établis pour évaluer et gérer les besoins des populations dans d'autres régions.

Sur le terrain, l'UNICEF et les pouvoirs publics collaboreront pour reconstruire les capacités et renforcer la résilience du système de santé. Le plus urgent pour l'UNICEF est de continuer à soutenir les sites de personnes déplacées avec des équipes de santé de première ligne fournissant des soins médicaux essentiels, notamment des services de vaccination de routine, des soins prénatals et la prise en charge communautaire intégrée de la malnutrition, de la diarrhée, du paludisme et des maladies respiratoires. Ces services essentiels permettront de garantir qu'aucun enfant ne sera laissé pour compte à cause d'une maladie évitable. Au fur et à mesure que la situation s'améliorera et que les déplacés reviendront dans leurs communautés, l'UNICEF aidera le Gouvernement à mettre sur pied un système de santé au niveau des districts, ainsi qu'à rétablir des établissements communautaires pour dépister la malnutrition et fournir des services de prise en charge du VIH.

L'UNICEF continuera d'appuyer les efforts pour fournir de l'eau potable, dispenser une éducation en matière d'hygiène et accélérer la construction du réseau d'assainissement, avec pour objectif d'étendre les services, disponibles principalement à Bangui, à toutes les communautés du pays. Dans le cadre du système de clusters, l'UNICEF continuera d'améliorer l'appui humanitaire aux personnes déplacées à Bangui et de préparer les sites existants à la saison des pluies et à éviter une flambée de choléra.

Pour garantir aux enfants une éducation continue dans des régions sûres et accessibles, l'UNICEF continuera d'appuyer le Ministère de l'éducation par la fourniture de matériels d'apprentissage, la surveillance du nombre d'écoles ouvertes, les préparations de formation des enseignants et de cours de rattrapage, ainsi que l'appui à la réhabilitation des écoles qui ont été endommagées. L'UNICEF appuiera également la campagne « Retour à l'école » pour la nouvelle année scolaire qui commencera à l'automne 2014.

Afin de protéger les enfants des pires effets de la crise, l'UNICEF continuera également d'utiliser des espaces amis des enfants comme point de départ pour identifier les enfants séparés, mener des activités psychosociales, faciliter la thérapie de groupe et identifier les victimes de sévices et de violence sexiste. L'UNICEF continuera d'appuyer le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves perpétrées contre les enfants et poursuivra son action pour assurer la libération des enfants associés aux groupes et aux forces armées.

Les interventions de communication pour le développement continueront d'être intégrées dans toutes les interventions de l'UNICEF par le biais de la communication concernant les changements sociaux et de comportement et la participation de la communauté en vue d'apporter davantage d'informations cruciales sur les pratiques familiales essentielles, comme l'allaitement et l'utilisation de moustiquaires. La communication pour le développement continuera également de mobiliser les communautés en sensibilisant les responsables religieux et communautaires à la promotion de la paix et de la réconciliation.

Au-delà de la phase d'urgence, l'UNICEF concentrera ses efforts à long terme sur le rétablissement des services de base pour les enfants et leur famille, en accord avec ses Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire. Au centre de son action se trouvent ceux qui sont déjà désavantagés et ont besoin d'une aide spéciale, notamment les foyers pauvres, marginalisés et où le chef de famille est une femme, ainsi que les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.

En bref, l'UNICEF se joindra au Gouvernement, à la nouvelle mission de maintien de la paix des Nations Unies, à d'autres institutions des Nations Unies et partenaires pour que cette crise oubliée depuis si longtemps – et qui a coûté la vie à tant d'hommes, de femmes et d'enfants en République centrafricaine – soit rappelée à l'attention de tous.

Partenaires et homologues de l'Unicef

Organismes des Nations Unies

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (DSS), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation mondiale de la Santé (OMS), Bureau Intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine (BINUCA), qui fait désormais partie de la nouvelle Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA)

ONG et organisations de la société civile

WASH

Action contre la Faim (ACF), Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED), CRCA, Eau et Assainissement pour l'Afrique (EAA), Communauté Internationale pour le Développement intégré (ICDI), International Medical Corps (IMC), Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), Comité international de secours (IRC), Ligue Islamique, Fédération luthérienne mondiale (FLM), Oxfam, Première Urgence (PU AML), Solidarités International, Tearfund, Triangle

Éducation

Action contre la Faim (ACF), AIDE, Bangui Sans Frontières (BSF), Caritas, COHEB International, Cooperazione Internazionale (COOPI), Catholic Organization for Relief and Development Aid (CORDAID), Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC), ECAC, Enfants sans frontières (ESF), Finnish Church Aid, IDEAL, Service Jésuite des Réfugiés (JRS), Jeunesse Unie pour la Protection de l'Environnement et le Développement Communautaire (JUPEDEC), Mercy Corps, REMOD, Vitalité Plus

Santé

Alliance of International Medical Action (ALIMA), Association nationale des Jeunes Femmes Actives pour la Solidarité (ANJFAS), Caritas, CNLS, Cooperazione Internazionale (COOPI), Croix-Rouge centrafricaine, Croix-Rouge française, International Medical Corps (IMC), Comité international de secours (IRC), Médecins Sans Frontières (MSF), Merlin, Médecins du Monde (MDM), UNHCR

Nutrition

Action contre la Faim (ACF), Caritas, COHEB International, International Medical Corps (IMC), Merlin, Save the Children

Protection de l'enfance

Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED), Association des Femmes Juristes de Centrafrique, Caritas, Catholic Organization for Relief and Development Aid (CORDAID), COHEB International, Don Bosco, Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC), Enfants sans frontières (ESF), International Medical Corps (IMC), Comité international de secours (IRC), Mercy Corps, Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme, Save the Children, Search for Common Ground (SFCG), SOS Villages d'Enfants, War Child

Communication pour le développement

ARC, CIEE, Centre d'information et d'éducation sexuelle des jeunes (CISJEU), Conseil national de la jeunesse (CNJ), Mercy Corps, Search for Common Ground

Partenaires de réserve mobilisables en renfort

Action Contre la Faim (ACF), Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC), Finn Church Aid (FCA), Irish Aid, Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), Norwegian Church Aid (NCA), RedR Australie, Save the Children UK, Agence suédoise pour la protection civile (MSB)

Bureaux de l'UNICEF

Bureaux de pays : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Brésil, Comores, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kenya, Kirghizistan, Madagascar, Mauritanie, Niger, Nigéria,

Pakistan, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad
Bureaux de siège : Belgique, Copenhague, Genève, New York, Centre d'appui Somalie
Bureau régionaux : Afrique de l'Est et australe, Afrique de l'Ouest et du Centre, Amériques et Caraïbes

Donateurs

Comités nationaux

Comité canadien pour l'UNICEF
Comité finlandais pour l'UNICEF
Comité français pour l'UNICEF
Comité italien pour l'UNICEF
Comité japonais pour l'UNICEF
Comité suisse pour l'UNICEF

Gouvernements

Canada/Assistance humanitaire internationale
France
Japon
Italie
République de Corée
Malte
Andorre
Suisse
United States Agency for International Development (USAID)
Commission européenne - Aide humanitaire et protection civile (ECHO)

Autres

Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)
Banque mondiale

L'UNICEF apprécie tous ses partenariats et collabore avec un éventail d'organisations communautaires, d'organisations religieuses, d'acteurs non publics et d'autres groupes et individus, et reconnaît qu'il n'était pas possible de tous les nommer ici.

Sigles

ACF	Action Contre la Faim
ARV	Prophylaxie antirétrovirale
BINUCA	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
C4D	Communication pour le développement
COOPI	Cooperazione Internazionale
EMT	Équipe de gestion des secours d'urgence
ESARO	Bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (UNICEF)
ETAPE	Espaces temporaires d'apprentissage et de protection de l'enfant
GBV	Violence sexiste
HAC	Action humanitaire pour les enfants
IDTR	Identification, documentation, recherche et regroupement
MAS	Malnutrition aiguë sévère
MISCA	Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine
MRM	Mécanisme de surveillance et de communication de l'information
MRR	Mécanisme d'intervention rapide
NFI	Articles non alimentaires
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PTME	Prévention de la transmission de la mère à l'enfant
SMART	Suivi et évaluation normalisés des phases de secours et de transition
SODECA	Société de distribution d'eau en Centrafrique
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WASH	Eau, assainissement et hygiène
WCARO	Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Centre (UNICEF)



Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Souleymane Diabate

Représentant
UNICEF République
centrafricaine
E-mail: sdiabate@unicef.org

Judith Léveillée

Représentante adjointe
UNICEF République
centrafricaine
E-mail: jleveillee@unicef.org

Linda Tom

Chargée de communication
UNICEF République
centrafricaine
E-mail: ltom@unicef.org

UNICEF République centrafricaine
1 Rue Joseph Degrain Brazza
Boîte postale 907
Bangui, République centrafricaine

Tel : +236 21 612 850

<http://www.unicef.org/infobycountry/car.html>
<http://www.unicef.org/appeals/car.html>

**unissons-nous
pour les enfants**

unicef 